

Wallmapu, le pays le plus au sud des Amériques

Luis García Huidobro, s.j.

Numéro 756, avril-mai 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66234ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

García Huidobro, L. (2012). Wallmapu, le pays le plus au sud des Amériques. *Relations*, (756), 9-9.



Wallmapu, le pays le plus au sud des Amériques

LUIS GARCÍA HUIDOBRO, S.J.

En ratifiant les traités de paix entre le peuple mapuche et la couronne d'Espagne qui avaient été signés durant la période coloniale, le président chilien Ramón Freire reconnaissait, en 1825, les frontières du pays mapuche – le Wallmapu. Cela n'a pas empêché les élites chiliennes de convoiter leurs terres quelques années plus tard. En 1881, l'État chilien, à la suite de sa victoire écrasante contre le Pérou dans la Guerre du Pacifique, a envahi le Wallmapu. Cette guerre est connue sous le nom de « pacification de l'Araucanie ».

Durant tout le XX^e siècle, les Mapuches n'ont cessé de demander la restitution de leurs terres usurpées. Pendant la même période, l'éducation catholique se chargeait de leur faire perdre l'usage de leur langue et de leurs traditions religieuses. La misère provoquée par la rareté des terres força la dispersion de milliers de Mapuches vers les villes, particulièrement à Santiago où ils occupaient des emplois réservés aux plus pauvres : domestiques (soumis à un horaire de travail qui s'apparentait à un véritable esclavage), ouvriers de la construction, boulangers et policiers (*carabineros*). Au début des années 1970, le gouvernement socialiste de Salvador Allende initia un processus de restitution des terres mapuches, dans le cadre d'une réforme agraire qui fut interrompue violemment par la dictature militaire d'Augusto Pinochet. Ces terres furent alors vendues à bas prix à des hommes d'affaires et à l'élite politique, notamment aux sociétés CMPC et Forestal Arauco, chefs de file mondiaux dans la production de la cellulose, actuellement en pleine expansion en Amazonie. Sous la dictature, des centaines de Mapuches furent emprisonnés et torturés et un certain nombre comptent parmi les « disparus ».

À la fin de la dictature, en 1989, le dirigeant de la Concertation des partis pour la démocratie (centre-gauche), Patricio Aylwin – qui allait devenir peu de temps après président du Chili (1990-1994) –, ainsi que de nombreux autres dirigeants politiques signèrent les Accords de Nueva Imperial, s'engageant à reconnaître le peuple mapuche dans la Constitution et à élaborer une loi de protection de leurs terres. Malgré vingt ans de gouvernement de la Concertation (1990-2010), cette reconnaissance constitutionnelle ne s'est jamais réalisée, le parlement refusant jusqu'à maintenant de reconnaître leurs droits territoriaux. La *Loi indigène*, promul-

Combien de jeunes Mapuches devront être tués ou emprisonnés injustement pour qu'on commence à se reconnaître comme un pays colonial qui occupe par la force un territoire étranger?

guée en 1993, demeure totalement insuffisante. Plus encore, l'appui inconditionnel des gouvernements aux entreprises privées installées en territoires mapuches – parfois même en marge de la légalité, comme dans le cas de la construction des barrages sur le Alto Bío-Bío – a conduit à la rupture complète du dialogue entre les organisations mapuches et le gouvernement, à la fin des années 1990. S'ensuivirent alors la répression policière et la criminalisation du mouvement mapuche, avec des centaines d'emprisonnements.

L'État chilien est actuellement poursuivi devant la Cour interaméricaine des droits humains pour avoir appliqué la *Loi antiterroriste* – conçue sous la dictature – contre les autorités traditionnelles mapuches et même contre des Mapuches d'âge mineur. Malgré les grèves de la faim de longue durée faites par des prisonniers politiques, seule façon d'interpeller l'opinion publique

sur cette question, les gouvernements et les parlements font toujours la sourde oreille.

D'importants dirigeants mapuches sont ainsi actuellement en prison, condamnés sur la base de témoignages confidentiels ou de confessions soutirées sous la torture. Le leader mapuche Jorge Huenchullán réclame la présence d'observateurs internationaux lors des procès de dizaines de Mapuches arrêtés en vertu de la loi antiterroriste durant des manifestations sur leurs terres ancestrales.

Pendant ce temps, les tribunaux militaires accordent une totale impunité aux policiers qui tirent à bout portant sur les jeunes et les enfants mapuches. Récemment, les parents de Matías Catrileo, assassiné par un policier, ont demandé à la Cour suprême que celui-ci soit démis de ses fonctions et jugé. Dans un autre cas, l'officier en charge d'une opération au cours de laquelle a été assassiné Jaime Mendoza Collío, a été promu général.

Loin de se décourager, les communautés mapuches continuent de s'organiser pour exiger leurs droits territoriaux, en occupant des terres et en s'opposant à des projets d'investissement qui menacent l'environnement et qui forcent leur migration vers les villes. Le mouvement mapuche, notamment la Fédération mapuche des étudiants, s'est beaucoup impliqué dans les mobilisations sociales et étudiantes actuelles au Chili. Dans les rues de Santiago, les banderoles mapuches et chiliennes défilent côte à côte. Il est temps de se poser des questions sur les fondements de notre démocratie ainsi que sur notre ségrégation économique et sociale. Combien de jeunes Mapuches devront être tués ou emprisonnés injustement pour qu'on commence à se reconnaître comme un pays colonial qui occupe par la force un territoire étranger? ●

L'auteur est un jésuite chilien